

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > A Gauche (Europe) > GACE, rencontres européennes (Europe) > **7^e Conférence de la Gauche anticapitaliste européenne**

En mouvement

7^e Conférence de la Gauche anticapitaliste européenne

Autre Europe, autre gauche

samedi 10 juin 2006, par [TEJEDOR Marie-Eve](#) (Date de rédaction antérieure : 31 mai 2006).

Un an après le rejet de la Constitution européenne, où en sont les alternatives à la construction de l'Europe libérale ? Quelles sont les perspectives de la gauche radicale, dans chaque pays européen comme au niveau continental ? Une délégation de solidarités s'est rendue à Paris les 20 et 21 mai pour en débattre lors de la 7^e conférence de la Gauche anticapitaliste européenne, tenue à la bourse du travail de Saint-Denis.

Une nouvelle étape d'un débat qui se déroule depuis une demi-douzaine d'années, au sein d'un réseau militant regroupant les principales organisations de la gauche radicale en Europe : la LCR (France), l'Alliance rouge et verte (Danemark), le Parti socialiste (SSP, Ecosse), le Bloc de gauche (Portugal), le SWP et Respect (Grande-Bretagne), Espacio alternativo (Etat espagnol), solidaritéS (Suisse), Synapismos (Grèce), le Parti de la liberté et de la solidarité (ÖDP, Turquie)... Le Parti de la refondation communiste (PRC, Italie) était représenté par une animatrice de la tendance minoritaire Gauche critique.

Une des interrogations portait sur la situation contrastée née des victoires du NON en France et aux Pays-Bas. Ces tremblements de terre politiques, qui témoignent du refus populaire des politiques libérales, ont indéniablement constitué un encouragement aux luttes et aux mouvements sociaux : par exemple, la lutte victorieuse contre le CPE, en France, ou les mobilisations contre la directive Bolkestein, au niveau européen. Ils ont mis en crise la construction capitaliste de l'Europe, aujourd'hui « en panne ». Mais, dans le même temps, l'agenda néolibéral et la destruction des acquis sociaux se poursuit à un rythme accéléré : adoption d'une directive Bolkestein light, libéralisation et privatisation des services publics, rigueur budgétaire, etc. Comment, dans ces conditions, articuler mobilisations à l'échelle européenne et possibilité de victoires partielles permettant de stopper le rouleau compresseur libéral, dans certains pays, en affirmant un « droit de veto » sur les directives européennes lorsqu'elles sont une dégradation des acquis sociaux - mais au risque d'un certain repli national ?

Quant à la discussion sur l'avenir de la gauche en Europe, elle a permis plusieurs constats. D'un côté, on assiste, dans certains pays européens, à l'émergence de forces de gauche radicale pesant réellement sur le champ politique national, y compris au niveau électoral, ce dont témoignent les succès du SSP en Écosse, du Bloc de gauche au Portugal et, au niveau local, de Respect en Angleterre. En Allemagne, le processus de constitution du Linkspartei va dans le même sens... Enfin, la participation du PRC italien au gouvernement de Prodi, l'un des principaux artisans de l'Europe libérale, ne peut manquer d'interpeller les militant-e-s de la gauche anticapitaliste et antilibérale.

Comment traduire, en termes politiques, l'ampleur du sentiment antilibéral ? Cela peut-il passer par

la participation à des coalitions parlementaires ou gouvernementales ? Comment mener une politique efficace contre la droite et indépendante des sociaux-libéraux ? Ces questions sont parmi les plus importantes auxquelles sont confrontées les forces de la gauche radicale ; les participant-e-s à la conférence ont donc décidé de poursuivre ce débat lors de la prochaine conférence qui se tiendra cet automne en Allemagne.

P.-S.

* Editorial du périodique suisse « solidaritéS » n°88 (31/05/2006).